

AP n° 2025-APC-248-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
modifiant les conditions d'exploiter une carrière sur le territoire
des communes de Vauclerc et Ecriennes (51)
présentée par la société RONCARI**

Le Préfet de la Marne

VU le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er ;
VU le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.151-11-1° ;
VU le Code minier et les textes pris pour son application ;
VU la nomenclature des installations classées ;
VU la nomenclature des installations classées pour l'environnement (ICPE) annexée à de l'article R.511.9 du Code de l'environnement ;
VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
VU l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels " ;
VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié relatif aux diagnostics des zones humides ;
VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008, modifié établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;
VU l'arrêté ministériel modifié du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU l'arrêté ministériel modifié du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2024/665 du 27 novembre 2024 portant approbation du Schéma régional des carrières de la région Grand Est ;

VU le Schéma régional d'aménagement durable et d'égalité des territoires approuvé par le Conseil régional en date du 24 janvier 2020 ;

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normande approuvé le 23 mars 2022 ;

VU le règlement d'urbanisme des communes de VAUCLERC et ECRIENNES;

VU le plan de servitude aéronautique de l'aérodrome de Vitry-le-François Vauclerc approuvé par arrêté ministériel en date du 29 mai 1972 ;

VU l'arrêté préfectoral 2016-A-14-CARR du 28 juillet 2016, autorisant l'exploitation d'une carrière sur le territoire des communes de VAUCLERC et ECRIENNES par la société RONCARI ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-APC-117-IC du 13 septembre 2019 autorisant la société RONCARI à exploiter l'extension d'une carrière sur le territoire de la commune de VAUCLERC au lieu dit « Les Champs Fleury » ;

VU le dossier de notification de modification de son installation et la demande d'examen au cas par cas, présentés par la société RONCARI, reçus le 5 octobre 2024, relatif au projet d'extension de la carrière exploitée sur la commune de VAUCLERC autorisée par les arrêtés préfectoraux n° 2016-A-14-CARR du 28 juillet 2016 et n° 2019-APC-117-IC du 13 septembre 2019 ;

VU la demande de compléments n° D1 c 2024-870 du 22 octobre 2024 communiquée à l'exploitant par le service instructeur ;

VU l'avis favorable, référence B.43759/T.203570, remis en date du 15 novembre 2024 par le Service national d'ingénierie aéroportuaire de la Direction générale de l'aviation civile ;

VU le mémoire en réponse à la demande de compléments transmise par l'exploitant au service instructeur en date du 17 février 2025 ;

VU la décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement informant le pétitionnaire en date du 23 juin 2025 que sa demande n'est pas soumise à évaluation environnementale ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 17 juillet 2025 à la connaissance du demandeur conformément à l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation dans le délai imparti.

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L181-3.I du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies dans le présent arrêté et ses annexes permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de la carrière pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation d'une carrière relève du régime de l'autorisation et que les dispositions prévues par l'exploitant sont de nature à pallier les risques et les nuisances éventuelles du site ;

CONSIDÉRANT l'article R.516-1 du Code de l'environnement précisant que les carrières sont subordonnées à l'existence de garanties financières ;

CONSIDÉRANT que la société SAS RONCARI BTP dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter la carrière et pour remettre le site en état après la fin de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article R.516-2 II du Code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation fixe le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant ;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article R.516-2 III du Code de l'environnement, dès la mise en activité de l'installation, l'exploitant transmet au Préfet un document attestant la constitution des garanties financières ;

CONSIDÉRANT que la société SAS RONCARI BTP s'engage à transmettre au Préfet la constitution ainsi que l'actualisation du montant des garanties financières ;

CONSIDÉRANT l'annexe II de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 modifié, fixant la liste minimale de paramètres et valeurs seuils associées retenues au niveau national pour un rejet et/ou infiltration vers les eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT qu'un réseau de piézomètres est mis en place pour le contrôle de la qualité des eaux et des niveaux de la nappe ;

CONSIDÉRANT qu'il est réalisé 2 fois par an à raison d'un contrôle dans le(s) plan(s) d'eau en exploitation et d'un contrôle dans les piézomètres installés, que les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 avril n+1 ;

CONSIDÉRANT l'arrêté du 24 juin 2008 modifié précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.217-7-1 et R.211-108 du Code d'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'un diagnostic « zones humides » a été réalisé durant le mois de décembre 2024 et que ce dernier conclut à l'absence de zone humide sur la parcelle ZB27 ;

CONSIDÉRANT les objectifs et les orientations du Schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral n°2024/665 du 27 novembre 2024, avec notamment la disposition M37 « Compatibilité des extractions alluvionnaires dans le Perthois » ;

CONSIDÉRANT que le projet est conforme à la disposition M37 qui autorise une surface d'extension inférieure à 5 ha avec un réaménagement par un comblement en vue de créer un espace agricole ;

CONSIDÉRANT que le projet doit être compatible avec les dispositions du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Seine-Normandie 2022-2027, notamment les orientations fondamentales 1 et 2 ;

CONSIDÉRANT que la zone de projet est située hors zone inondable avec une exploitation des alluvions sans rabattement de nappe ;

CONSIDÉRANT que la remise en état projetée ne crée pas de plan d'eau et prévoit la restitution des terrains à leur vocation agricole d'origine ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation proposées par l'exploitant sont de nature à protéger les intérêts visés aux articles L.122-1 et L511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT le projet d'arrêté préfectoral porté le 17 juillet 2025 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies.

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Article 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SAS RONCARI BTP, dont le siège social est situé Rue du Canal, BP 80060 Vitry-en-Perthois, 51302 Vitry-le-François Cedex est autorisée à poursuivre l'exploitation, sur le territoire des communes de Vauclerc et Ecriennes, une carrière de matériaux alluvionnaires et étendre son activité d'extraction sur Vauclerc aux lieu-dits « Le terrain militaire » et « Les Champs Fleury ».

Descriptif de la carrière et de son extension :

CARRIERE	COMMUNE	LIEU-DIT	PARCELLE	SURFACE AUTORISEE (m ²)	SURFACE EXPLOITEE (m ²)
AUTORISEE	VAUCLERC	« Le Terrain militaire »	B 509	52156	22626
	ECRIENNES		A 284	35961	28670
	VAUCLERC	« Le Terrain militaire »	B 509 pp (1)	—	1580
		« Les Champs	ZB 26	51490	43923

		Fleury »			
EXTENSION	VAUCLERC	« Le Terrain militaire »	B 509 pp (¹)	--	1978
		« Les Champs Fleury »	ZB 26 pp (¹)	--	2663
			ZB 27	34980	30983
TOTAL				174587	132423

(¹) : Exploitation des bandes périphériques de 10 m entre les parcelles B 509, ZB 26 et ZB 27, .

Superficie totale autorisée : 17 ha 45 a 87 ca
Superficie totale exploitable : 13 ha 24 a 23 ca

La surface exploitable tient compte des parcelles déjà exploitées, des zones d'évitement archéologiques ou écologiques et des reculs réglementaires des bords d'excavation nécessaires à la sécurité et la salubrité publiques (bande des 10 m imposée par l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et/ou autre recul issu de l'étude d'impact).

Le périmètre d'autorisation (emprise sollicitée) et le périmètre d'extraction (emprise exploitée) sont reportés sur le plan joint en annexe I.
Toute modification cadastrale est portée à la connaissance de la préfecture et de l'inspection des installations classées.

Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le Préfet de région en application des articles R 523-1, R 523-4 et R 523-17 du Code du patrimoine, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

Article 1.1.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les conditions d'exploitation ainsi que les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2016-A-14-µCARR du 28 juillet 2016 s'appliquent à ce nouveau zonage, sauf indication contraire prévue au présent arrêté.

Article 1.2 : Nature des installations

Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les rubriques concernées par le projet sont les suivantes :

Rubrique ICPE	Installation ou activité	Régime
2510.1	Exploitation de carrières Production annuelle de granulats alluvionnaires : - Pour la partie déjà autorisée : moyenne 70 000 T, et maximale 80 000 T - Pour l'extension autorisée : moyenne 80 000 T, et maximale 100 000 T Volume exploitable : 569500 m³ soit 1,025 Mt (**) Profondeur moyenne / maximum du gisement : 4 m / 4,3 m	A (*)
2515.2	Broyage, concassage, criblage, (...), nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site d'installation, fonctionnant sur une période unique inférieure ou égale à 6 mois. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 350 kW.	D (*)

(*) : A (autorisation), D (déclaration)

(**) : un volume de 312400 m³, soit 562300 tonnes, a déjà été exploité entre 2016 et 2023

Article 1.2.2 : Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée supplémentaire de 5 années à compter de la notification du présent arrêté. L'extraction est de trois années. Les deux autres années représentent le temps nécessaire pour finaliser la remise en état.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Article 1.2.3 : Phases d'extractions

Les phases d'extraction se décomposent de la manière suivante :

ANNEE	PHASE	SURFACE D'EXTRACTIO N (m²)	EPAISSEUR DE LA DECOUVERTE (m)	VOLUME DECOUVERTE (m³)	EPAISSEUR DU GISEMENT (m)	VOLUME DU GISEMENT (m³)	TONNAGE D'EXTRACTIO N (T)
2016-2023 (exploitation terminée)	1	18400	1,7	30300	4	73100	131600
	2a	10300		17000		40900	73600
	2b	7700	1,3	9800	4,3	34200	61600
	3	14900		18900		66200	119100
	4	11300		14800		49000	88200
	5	11300		14800		49000	88200
2024	6	11300		14800		49000	88200
2025	7	11300		14800		49000	88200
2026 (²)	8	11000		14300		47300	85100
2027 (²)	9	11000		14300		47300	85100
2028 (²)	10	15000	19500	64500	116100		
2029-2030 (²)	Finalisation de la remise en état						
TOTAL		133500	--	183300	--	569500	1025000

⁽²⁾ : Extension parcelle ZB 27

Le plan de phasage est reporté en annexe II.

Article 1.3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Article 1.4 : Garanties financières

Article 1.4.1 : Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du Code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

Article 1.4.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Période	Année	S1 (en ha)	S2 (en ha)	L (en m)	S1C1 + S2C2+LC3	Coefficient Alpha*	Montant
1	2024	0,10	4,8	0	165 092,00	1,405858298	232 106,00 €
	2025	0,10	5,2	0	178 720,00		251 265,00 €
	2026	0,10	5,1	0	175 313,00		246 475,00 €
2	2027	0,10	4,6	0	158 278,00	1,405858298	222 526,00 €
	2028	0,30	4	0	140 947,00		198 160,00 €
	2029	0,30	3	0	106 877,00		150 260,00 €
	2030	0,00	1,7	0	57 919,00		81 430,00 €

* Le coefficient multiplicateur a été défini par :

- l'indice TP 01 de mai 2009 (INDEX₀) égal à 616,5 (arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié) ;
- l'indice TP 01 (INDEX_R) égal à 863,8609 (**indice de février 2025 égal à 132,2 x coef. de raccordement 6,5345**) ;
- le taux de TVA applicable (TVA_R) de 0,200 lors de l'établissement du présent arrêté ;
- le taux de TVA applicable (TVA₀) de 0,196 en janvier 2011.

$$\alpha = (\text{INDEX}_R / \text{INDEX}_0) \times (1 + \text{TVA}_R) / (1 + \text{TVA}_0) = 1,401234225 \times 1,0033 = 1,405858298$$

Article 1.4.3 : Établissement des garanties financières

Préalablement à la mise en exploitation des parcelles objet du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établit dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.4.4 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Article 1.4.5 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 1.4.6 : Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

Article 1.4.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce Code. Conformément à l'article L.171-9 du même Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.4.8 : Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- pour la mise en sécurité de l'installation ;
- pour la remise en état du site ;
- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 1.4.9 : Levée de l'obligation de garanties financières et cessation d'activité

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 1.5 : Modifications

Article 1.5.1 : Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le Préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.2 : Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.3 : Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.5.4 : Renouvellement/extension

Toute demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au Préfet au moins 2 ans avant la date d'expiration de cette autorisation. La demande est présentée conformément à l'article R.181-49 du Code de l'environnement.

Article 1.5.5 : Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au Préfet la demande de changement dans les trois mois suivant le changement ainsi que les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Tout changement d'exploitant doit conduire au transfert des informations relatives au site. A cet effet, les rapports de surveillance, d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés de manière à garantir le transfert des informations.

Article 1.6 : Réglementation

Article 1.6.1 : Réglementation applicable (liste non exhaustive)

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

- arrêté ministériel du 17 décembre 2008, modifié établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines ;
- arrêté du 11 mars 2010 portant les modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
- arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ;
- arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement ;
- arrêté du 26 juillet 2022 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement, pour les déchets dangereux de fluides frigorigènes et autres déchets dangereux de fluides en contenants sous pression ;
- arrêté du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'environnement.

Article 1.6.2 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 2 : Gestion de l'établissement

Article 2.1 : Exploitation des installations

Article 2.1.1 : Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2 : Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

A/ Mesures d'évitement

- ME1 : en phase travaux, l'emprise du projet est respectée.
- ME2 : l'utilisation de produits phytosanitaires (herbicide ou insecticide) est proscrite lors de l'entretien des espaces verts créés sur le périmètre rapproché.

B/ Mesures de réduction

- MR1 : les travaux lourds comme le décapage et l'installation des équipements sont réalisés entre **le 1^{er} septembre et le 1^{er} mars**, c'est-à-dire en dehors de la période sensible de reproduction d'un maximum d'espèces. A minima, les travaux devront commencer pendant cette période, afin de créer un phénomène d'effarouchement empêchant les espèces de nicher sur la zone de travaux, et pourront se poursuivre plus tard dans l'année.
- MR4 : l'éclairage, les travaux et la circulation nocturnes sont proscrits hors période hivernale (de fin décembre à début février).
- MR5 : des accès sont définis et un plan de circulation est mis en place et est respecté par tout véhicule entrant sur la zone d'étude.
- MR6 : de la prévention des pollutions aux hydrocarbures est mise en place avec les mesures de mitigation nécessaires en cas de besoin.
- MR7 : en cas de besoin, les pistes et les zones de travaux sont arrosées lors de fortes chaleurs ou de vent fort pour réduire la pollution liée aux éventuelles levées de poussières issues du décapage et de la circulation des engins de chantier.
- MR8 : le site est soit munis de merlons, soit clôturé. Afin de limiter la fragmentation des habitats et la coupure des corridors écologiques, les clôtures installées seront perméables à la petite faune. Ainsi, la clôture à mettre en place devrait au moins être composée d'une rangée de 3 fils de fer horizontaux avec des piquets tous les 5 mètres.
- MR9 : l'exploitation du site est réalisée par campagnes et par phases annuelles. Ainsi tout le périmètre d'extraction ne sera pas décapé ni exploité d'un seul tenant. La remise en état est réalisée de manière coordonnée avec l'avancée de l'exploitation.
- MR10 : l'exploitant contrôle et veille à la lutte des espèces exotiques envahissantes.

C/ Mesures de suivi/d'accompagnement :

- MA1 : chaque agent intervenant sur le chantier est sensibilisé au risque d'impact environnemental pouvant être généré sur ou à proximité du périmètre exploité.

Article 2.1.3 : Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les conditions de fonctionnement, les vérifications à effectuer et les conditions de mises à l'arrêt en situations d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Elles précisent également la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.

Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité etc).

Les consignes sont portées à la connaissance des salariés et intervenants extérieurs et affichées.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers liés à l'exploitation et des enjeux écologiques en présence. L'exploitant veille à la formation de son personnel et de toute personne intervenant sur le site sur les aspects liés à

l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement et des risques associés, sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention ainsi que sur les intérêts écologiques recensés dans le périmètre autorisé.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle où des consignes de sécurité leur sont transmises.

Article 2.2 : Réserves de produits ou matières consommables

Réserves de produits :

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle et adaptés à ses installations pour assurer la protection de l'environnement tels que produits absorbants, kit anti-pollution, etc.

Article 2.3 : Intégration dans le paysage

Article 2.3.1 : Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site et de ses abords est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les points d'accumulation de poussières, y compris sur les abords extérieurs du site, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues, de déchets etc.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement sont aménagées et entretenues. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3.2 : Esthétique

Les abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté, dans le respect des mesures de préservation de la faune et de la flore. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement etc).

Article 2.4 : Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Article 2.5 : Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 2.6 : Suivi des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les rapports d'analyses commentés sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant toute la durée de l'autorisation.

Article 2.7 : Déclaration annuelle

L'exploitant procède chaque année, avant le 31 mars, à une déclaration annuelle des émissions et transferts de polluants et des déchets portant sur l'année précédente, conformément aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets. Cette déclaration est effectuée via le site de télédéclaration suivant, ou toute version ultérieure de ce site :

<https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/accueil>

Article 2.8 : Dispositions préliminaires à l'exploitation

Article 2.8.1 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site ;
- un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.

Article 2.8.2 : Panneaux d'identification

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

Article 2.8.3 : Utilisation des chemins

L'exploitant doit solliciter l'autorisation d'utiliser les chemins auprès de leur gestionnaire. Cette autorisation doit être transmise au Préfet et à l'inspection des installations classées.

Article 2.8.4 : Accès à la voirie publique

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

L'accès aux voies départementales RD16, RD58 et RD77 se fait après roulage sur une portion stabilisée pour supporter le trafic poids lourds et recouverte par un revêtement bitumeux d'une longueur de 150 mètres placés aux abords des routes départementales.

Ces accès aux voies départementales font l'objet d'une autorisation de voirie auprès de la circonscription sud-est des infrastructures et du patrimoine 25 boulevard Carnot à Vitry-le-François (tél : 03 26 62 15 39). Cette demande doit être accompagnée de plans de situation (1/2000), de masse (1/500) et d'un mémoire explicatif et technique. Ces accès sont compatibles avec le règlement de voirie départemental de la Marne.

Une signalisation réglementaire verticale et horizontale est implantée sur le débouché de chaque chemin sur une voie départementale (panneaux AB4 « STOP » et pré-signal à 50 m).

Sur les voies départementales, une signalisation appropriée indique le danger (panneaux type A14 classe 2 gamme normale avec panneau « SORTIE DE CAMIONS ») dans les deux sens de circulation à une distance d'environ 150 mètres du débouché.

L'exploitant prévoit des panneaux AK4 (chaussée glissante). Il en assure la pose dès que cela s'avère nécessaire.

La signalisation est mise en place et entretenue aux frais du permissionnaire et validée par les services du Conseil départemental de la Marne.

Le nettoyage des chaussées empruntées doit être effectué régulièrement.

En outre, l'exploitant doit tenir compte, qu'en hiver, des barrières de dégel peuvent être posées sur certaines routes départementales, après de fortes gelées, limitant l'accès des routes départementales aux véhicules de 7,5 tonnes au plus.

La contribution de l'exploitant de carrière à la remise en état des voiries départementales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.

Article 2.8.5 : Réseau de dérivation des eaux de pluie

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés au Code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place en périphérie de cette zone.

Article 2.8.6 : Accès à la zone de préservation écologique

L'accès à la zone de préservation écologique du secteur Ecriennes est interdit à tout véhicule.

Article 2.8.7 : Aérodrome

Les parcelles de la carrière jouxtent l'aérodrome de Vitry-le-François - Vauclerc. Cet aérodrome est protégé par un Plan de Servitudes Aéronautique (PSA) approuvé par arrêté ministériel en date du 29 mai 1972 (Plan STBA ES 130 index A2). Aucun obstacle fixe ou mobile (notamment les cribles mobiles) ne peut donc percer ce PSA pendant l'exploitation de la carrière.

L'exploitation de cette carrière ne doit en aucun cas générer des nuages de poussières ou autres phénomènes qui pourraient réduire la visibilité des usagers aériens de l'aérodrome dans les phases de décollage et d'atterrissage.

L'exploitation respecte les servitudes liées à l'aérodrome, c'est-à-dire l'éloignement des limites de la carrière de 75 m de l'axe des pistes.

Une bande des 10 m est laissée inexploitée entre la limite d'exploitation de la carrière et les taxiways. Une clôture souple sera mise en place à 3 mètres des taxiways pour les deux secteurs de l'extension.

Article 2.9 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- le plan d'exploitation mis à jour annuellement ;
- le plan de gestion des déchets « d'extraction » ;
- le plan de référencement des zones de remblaiement ;
- le registre de contrôle des dispositifs de clôture d'enceinte ;

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté peuvent être informatisés. Mais, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 2.10 : Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.4.3	Attestation de constitution de garanties financières	Préalablement aux travaux d'extraction
ARTICLE 1.4.4	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.4.3.
ARTICLE 1.4.5	Actualisation des garanties financières	Avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01
ARTICLE 1.5.1	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
ARTICLE 1.5.5	Changement d'exploitant	Dans les trois mois qui suivent le transfert
ARTICLE 2.5	Déclaration des accidents et incidents	Rapport à transmettre sous 15 jours à l'inspection des installations classées
ARTICLE 2.7	Bilans et rapports annuels Déclaration annuelle des émissions	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)
ARTICLE 2.8.3	Accès à la voirie publique	Autorisation d'accès avant le début de l'exploitation
ARTICLE 5.4.2	Résultats d'autosurveillance sur GIDAF	Eaux souterraines : tous les 6 mois (période de hautes eaux et basses eaux)
ARTICLE 6.4	Plans de gestion de déchets et extraction	Transmis au Préfet dès le début de l'exploitation Révision tous les 5 ans
ARTICLE 7.2.4	Autosurveillance des niveaux sonores	Un an au maximum après la mise en service de l'installation.
ARTICLE 5.4.1	Cessation d'activité	6 mois avant la date de cessation d'activité

Article 3 : Conduite de l'exploitation

Article 3.1 : Dispositions générales

Article 3.1.1 : Horaires d'ouverture

L'exploitant est autorisé à extraire ou traiter les matériaux de 7h à 17h30 durant les jours ouvrés.

Article 3.1.2 : Sécurité

En dehors de la présence de personnel qualifié, les installations et engins sont laissés en sécurité et leur accessibilité interdite.

Les installations sont conçues de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément.

Article 3.1.3 : Clôture

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou de tout autre dispositif présentant une efficacité similaire. L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien du dispositif de clôture. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.

Article 3.2 : Plans

Article 3.2.1 : Plans d'exploitation

Avant le commencement des opérations de décapage, est établi un plan topographique de l'état initial des terrains naturels et agricoles des zones d'exploitation du site autorisé rattaché au nivellement général de la France (système NGF normal).

Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les clôtures ou tout dispositif équivalent ;
- les bords de la fouille ;
- le périmètre d'extraction ;
- les zones particulières de préservation écologiques ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;
- les installations de prélèvements d'eau ;
- les exutoires de rejets des effluents aqueux ;
- l'emplacement exact du bornage conformément aux dispositions de l'article 2.8.1 ;
- l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

Article 3.2.2 : Plan de référencement des zones de remblaiement

L'exploitant tient à jour, un plan précis des zones à remblayer et des zones déjà remblayées. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

Article 3.2.3 : Mise à jour et archivage

Les plans et les coupes sont établis par un géomètre-expert. Le plan d'exploitation et les coupes sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 3.3 : Phasage

Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe II doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées.

L'exploitation de la zone de préservation archéologique identifiée à l'est du secteur d'Ecriennes n'est pas autorisée.

Chaque phase correspond à une durée d'un an.

L'exploitation de la phase "n+1" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée, y compris la plantation des linéaires de végétation.

Article 3.4 : Décapage

Pour la zone « Les Champs Fleury », les travaux de décapage sont réalisés en dehors de la période de reproduction de la faune vertébrée et invertébrée. Les travaux devront ainsi être réalisés entre le 1er septembre et le 1er mars.

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Il doit être en accord avec le plan de phasage.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

La terre végétale est stockée pour partie sur la bande de 10 m en périphérie des sites exploités sur une hauteur maximale de 2,5 m. La hauteur sera limitée à 1,50 m sur la bande de 10 m entre les taxiways et les zones d'exploitation, en bordure nord des terrains du projet d'extension. Cette hauteur doit être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques.

Les zones incluses à la demande d'autorisation mais non exploitées, les terres stockées pour la remise en état, ne font pas l'objet de traitement phytosanitaire et sont entretenues par fauche. Cet entretien s'effectue en dehors de la période de reproduction, c'est à dire pendant la période hivernale entre septembre et mars.

Pour le stockage des matériaux, toutes les mesures doivent être prises pour ne pas gêner le bon écoulement des eaux en temps de crues et le ressuyage des terres avoisinantes lors de la décrue. Les dépôts provisoires durant l'exploitation des sites sont réalisés en merlons dont l'axe est parallèle au sens d'écoulement des eaux en temps de crues. Au besoin les merlons sont discontinus pour laisser le libre passage des eaux.

La durée de stockage de la terre végétale et des stériles est limitée par le remblaiement de l'excavation au fur et à mesure de l'exploitation du site.

La gestion de ces volumes de stockage sera constituée en interne :

- soit de merlons au niveau des bandes de 10 m non exploitables, dans l'attente de sa réutilisation lors de la remise en état du site :

- Hauteur maximale des merlons : 2,5 m ;
- Pentes merlons < 45° ;

- soit en tas sur des terrains non encore exploités des phases suivantes en attendant d'être utilisés pour la remise en état :

- Hauteur des tas : env. 3 m à 5 m ;

- Pentes des tas : < 45°.

L'exploitant veille à réduire ou supprimer la prolifération de végétation parasite sur les buttes constituées.

Le volume des matériaux de découverte restant à décaper est estimé à 77480 m³ dont :

- 17830 m³ de terre végétale ;
- 59650 m³ de stériles.

Tout exhaussement du terrain naturel et des chemins d'accès est interdit.

Article 3.5 : Extraction des matériaux

Au total, le gisement restant à extraire est estimé à 257100 m³ soit 462 700 tonnes.

L'épaisseur d'extraction moyenne du gisement est de 4,30 m tel que défini dans l'état initial (plan topographique défini à l'article 3.2.1). Ainsi, pour la zone « Les Champs Fleury », la cote minimale de fond de fouille est de 119 m NGF.

L'extraction est réalisée au moyen d'une pelle hydraulique à chenilles travaillant en rétro et sans rabattement de la nappe.

Les extractions en nappe alluviale dans le lit majeur ne doivent pas créer de risque de déplacement du lit mineur, faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles ou aggraver les inondations.

L'exploitation doit permettre un défrèvement maximal du gisement, sous réserve de la stabilité des berges.

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites sur lequel porte la présente autorisation d'exploiter ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 3.6 : Transport des matériaux

Le transport des matériaux au départ de l'exploitation s'effectue par voie routière à raison de 31 rotations de camions par jour la première année et de 22 rotations par jour les trois années suivantes, avec un maximum de 34 rotations pour une production maximale.

Il doit être rappelé aux chauffeurs l'importance du respect du Code de la route, par exemple par panneau pédagogique à la sortie de la carrière.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être sources de nuisances ou dangers (envols de poussières, dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques, détérioration des voies etc). Les dispositions suivantes doivent être réalisées :

- bâchage des bennes, si nécessaire ;
- nettoyage des roues, si nécessaire ;
- respect du poids total autorisé en charge.

Après extraction, les matériaux sont transportés via des chemins d'exploitation et les routes départementales vers l'installation de traitement de Vitry-en-Perthois.

Les camions ne traversent aucune agglomération.

Le trajet s'effectue par un système de double fret. L'itinéraire emprunté est le suivant :

- secteur Ouest : le chemin rural (CR) dit des « Champs Fleury », le CR dit de « la Haie des Vignes », la RD77, la RD58 puis les chemins d'exploitation (CE) 16, 15, 14, 13, la RD16 et la voie communale VC3 ;
- secteur Est : le CR dit du « Champ Larron », CR dit de « Vide-Grange », la RD77, la RD58 puis les chemins d'exploitation (CE) 16, 15, 14, 13, la RD16 et la voie communale VC3 ;
- au départ de l'installation de traitement, les camions sont chargés en matériaux inertes, et empruntent le chemin inverse à celui pris lors de l'apport de matériaux afin de rejoindre les trois secteurs d'exploitation.

Afin de réduire les nuisances dues au transport, la vitesse de circulation sur les sites de la carrière est limitée à 20 km/h.

Article 3.7 : Remblayage

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

La répartition des remblais sera la suivante :

- les parcelles A 284 et B 509 sont remblayées jusqu'au terrain naturel (TN) pour un retour en culture ;
- les parcelles ZB 26 et ZB 27 sont remblayées jusqu'au TN pour un retour en prairie à vocation agricole.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont les déchets d'extraction inertes internes et externes non dangereux listés ci-après :

CODE DÉCHET (1)	DESCRIPTION	ORIGINE
01 01 02	Terre végétales, limons, marnes, argiles	Terres de découverte
01 01 08	Cailloux et agglomérats caillouteux	Refus de scalpage en carrière
01 01 09	Boules de sable argileux, stériles intercalaires	
01 01 12	fines de décantation	Lavage des matériaux (cyclonage)
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(1) : Tout autre déchet que ceux listés sont interdits.

Article 3.8 : Archéologie

Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée immédiatement au maire de la commune, qui transmet l'information au Préfet sans délai et ce conformément aux dispositions de l'article L.531-14 du Code du patrimoine.

Article 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Article 4.1 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions dans l'atmosphère, y compris diffuses.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 4.2 : Envols de poussières

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions dans l'atmosphère, y compris diffuses.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, les pistes sont arrosées en cas de besoin ;
- la vitesse des engins sur les pistes internes est adaptée (maximum 20 km/h) ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 5 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Article 5.1 : Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du Code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Seine-Normandie.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Des mesures particulières doivent être prises pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel.

Article 5.2 : Prélèvements et consommations d'eau

Aucun prélèvement et rejet d'eau dans le réseau hydrographique n'est autorisé pour ce site.

Article 5.3 : Collecte des effluents liquides

Aucun effluent n'est rejeté dans le milieu pour ce site.

Les eaux pluviales de ruissellement non susceptibles d'être polluées sont infiltrées naturellement dans le sol.

Article 5.4 : Surveillance des eaux souterraines et de surface

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines et de surface selon les modalités définies dans les articles ci-après. L'exploitation de la carrière, objet du présent arrêté, est conditionnée à la mise en place du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et de surface défini dans les articles ci-après.

Article 5.4.1 : Réseau de surveillance

L'exploitant installe dès la notification du présent arrêté à celui-ci, un réseau de piézomètres permettant de mesurer la qualité et le niveau de la nappe et fourni à l'inspection des installations classées les coordonnées X;Y Lambert 93 et/ou le numéro BSS de chaque ouvrage.

Le réseau de surveillance est composé des ouvrages suivants (voir annexe III) :

Piézomètre	coordonnées X ; Y, Lambert 93	Numéro BSS	Nappe surveillée	Profondeur de l'ouvrage (m)
Pz 1	823900,869 ; 6846178,252	-	926AC07 « Alluvions actuelles à anciennes du Perthois »	6
Pz 2	823422,969 ; 6846686,190	-		6
Pz 3	824905,717 ; 6846342,313	-		6
Pz 4	825539,629 ; 6845582,495	-		6
Pz 5	824122,506 ; 6845592,667	-		6

Article 5.4.2 : Programme de surveillance

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE etc).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants sur les piézomètres listés ci-avant de manière semestrielle (hautes eaux / basses eaux) :

Paramètres	
Nom	Code SANDRE
Température	1301
pH	1302
Conductivité	1303
Niveau d'eau	-
Carbone Organique - COT	1841
Hydrocarbures (C10 à C40)	3319
Arsenic - As	1369
Baryum - Ba	1396
Cadmium - Cd	1388
Chrome - Cr	1389
Cuivre - Cu	1392
Mercure - Hg	1387
Molybdène - Mo	1395
Nickel - Ni	1386
Plomb - Pb	1382
Antimoine - Sb	1376
Sélénium - Se	1385
Zinc - Zn	1383
Indice phénols	1440
BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylènes)	5918
PCB (Polychlorobiphenyles)	7431
HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques)	7088
Chlorures - Cl ⁻	1337
Fluorures - F ⁻	7073
Sulfates - SO ₄ ²⁻	1338
Turbidité (uniquement sur plans d'eau)	1332

Les résultats d'analyse font également apparaître la conformité des résultats par rapport aux valeurs de référence eaux brutes pour l'eau potable.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Les données sont transmises à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF.

Article 6 : Déchets produits

Article 6.1 : Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production. L'exploitant effectue, à l'intérieur de son établissement, la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. L'ensemble des stockages de déchets potentiellement polluants devra être réalisé sur une rétention adaptée.

Article 6.2 : Déchets produits par l'établissement

Aucun déchet n'est produit sur les secteurs d'exploitation.

Les déchets d'extraction (terres de découverte, stériles) faisant l'objet d'un plan de gestion seront réutilisés pour le réaménagement (cf article 3.7).

Article 6.3 : Zones de stockage des déchets d'extraction

Les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées, qui résultent de l'activité, sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées, utilisées pour la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Article 6.4 : Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début d'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;

- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Ce plan est transmis au Préfet.

Article 7 : Prévention des nuisances sonores et des émissions lumineuses

Article 7.1 : Dispositions générales

Article 7.1.1 : Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée

Article 7.2 : Niveaux acoustiques

Article 7.2.1 : Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 7.2.2 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 7.2.3 : Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par des installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Article 7.2.4 : Contrôle du bruit

Un contrôle du niveau de bruit et de l'émergence est effectué dans les six mois qui suivent la mise en activité de la carrière et ensuite tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et sont transmises à l'inspection des installations classées.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Article 7.3 : Vibrations

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 7.4 : Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

Article 8 : Prévention des risques

Article 8.1 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Aucun stockage de produits dangereux et d'hydrocarbures n'a lieu sur le site, ni aucun ravitaillement d'engins sur roues. Les engins et véhicules de chantier sont équipés de kits anti-pollution.

En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dans une filière adaptée.

Les opérations de gros entretien sur les engins sont interdites sur le site et doivent être réalisées dans d'autres installations.

Article 8.2 : Prévention des incendies

Dans les installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Dans ces installations recensées à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Article 8.3 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués d'extincteurs placés sur les engins de chargement et de transport.

L'accès aux différents secteurs de la carrière doit être balisé. En cas de sinistre, un accueil des secours doit être assuré pour garantir leur rapidité d'intervention.

Article 9 : Conditions de remise en état

Article 9.1 : Cessation d'activité

Article 9.1.1 : Arrêt des travaux d'extraction

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 2 ans avant la fin de la présente autorisation. Cette période est réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

Article 9.1.2 : Notification de la cessation d'activité

L'exploitant doit notifier la date de cet arrêt, au Préfet, 6 mois avant la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des effets de l'installation sur son environnement.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les

conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'exploitant est tenu de transmettre au Préfet un mémoire précisant les travaux de remise en état et les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts prévus à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement compte tenu de l'usage définit : milieux à vocation écologique, plans d'eau et usage agricole.

Le mémoire rappelle les enjeux écologiques du site (faune, flore, eaux souterraines, etc) identifiés lors de la demande d'autorisation et les engagements pris par l'exploitant afin d'assurer la vocation ultérieure du site.

Le mémoire est accompagné :

- des relevés des plans et éléments documentaires permettant de vérifier le respect de la séquence « éviter-réduire-compenser » décrite au paragraphe 2.1 du présent arrêté ;
- des relevés écologiques effectués pendant la période d'exploitation ;
- d'un recensement des incidents et accidents survenus pendant la phase d'exploitation et susceptibles d'interférer dans les travaux de remise en état ;
- d'un plan topographique à jour de la carrière dans un rayon de 50 m autour du périmètre autorisé ;
- de photographies ;
- de tous autres documents de nature à préciser et compléter ce mémoire.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Article 9.2 : Remise en état du site

Article 9.2.1 : Conditions générales

La remise en état est coordonnée à l'exploitation. Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu et conformément aux engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation et de ses compléments.

Les panneaux avertissant des dangers du site et les dispositifs de clôture doivent être maintenus.

Article 9.2.2 : Nature de la remise en état

La remise en état est réalisée conformément au plan en annexe IV du présent arrêté.

L'exploitant est tenu de supprimer toute structure et engins n'ayant plus d'utilité.

En particulier les déchets doivent être éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 9.2.3 : Nature de la remise en état

Les opérations de remise en état consisteront en :

- des travaux de remblayage à l'aide des matériaux de découverte (stériles et terres végétale) et de matériaux inertes extérieurs (remblais provenant de chantiers et fines de décantation) ;

- des travaux de réaménagement par régalinge de la terre végétale à l'aide d'un boueur afin d'éviter le compactage et l'imperméabilisation des terrains et dans le respect de l'organisation pédologique des sols, le nettoyage de l'ensemble des terrains et de leurs abords, comprenant l'enlèvement de tout matériel, matériaux, installation, déchets ou détritiques divers ;

- un semage en prairie sur l'ensemble des terrains concernés conformément au plan en annexe IV.

Volumes disponibles et volumes extérieurs nécessaires

Parcelle	Surface exploitée (m²)	Épaisseur de découverte (m)	Épaisseur du gisement (m)	Volume disponible en place (m³)	Volume total pour la remise en état (m³)	Volume des apports extérieurs (m³)
A 284	28670	1,7	4	48739	163419	114680
B 509	26184	1,3	4,3	34031	146630	112599
ZB 26	46586			60562	260882	200320
ZB 27	30983			40278	173505	133227
TOTAL				183610	744436	560826

Article 10 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr) :

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 11 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 12 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, à la Direction départementale des territoires de la Marne - Service urbanisme et planification ainsi qu'aux Maires des communes de VAUCLERC et ECRIENNES qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite à la société RONCARI dont le siège social est situé RD87, Le Bochet de la Lorraine - 02400 EPAUX-BEZU.

Les Maires de VAUCLERC et ECRIENNES procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

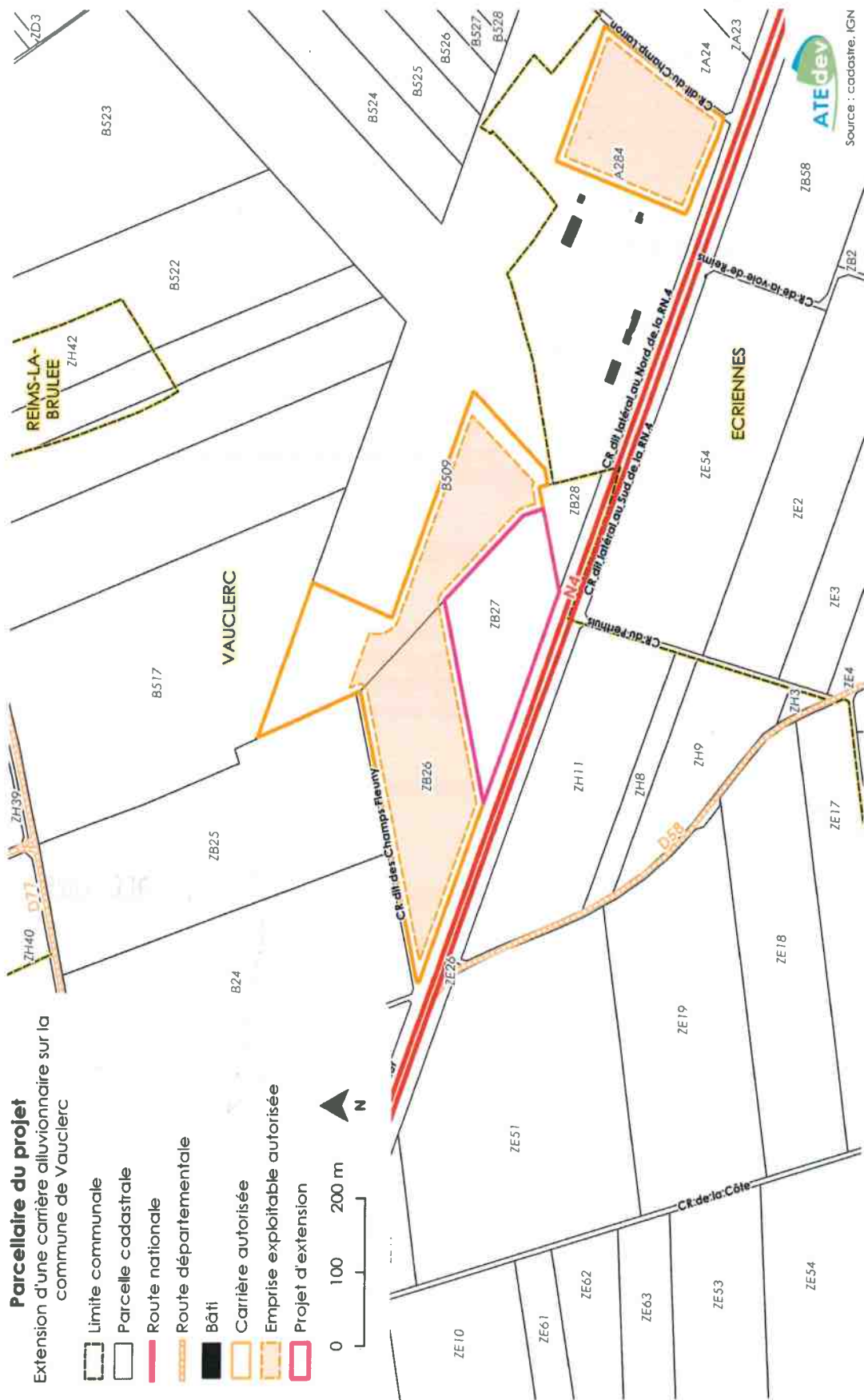
Châlons-en-Champagne, le 12 DEC. 2025

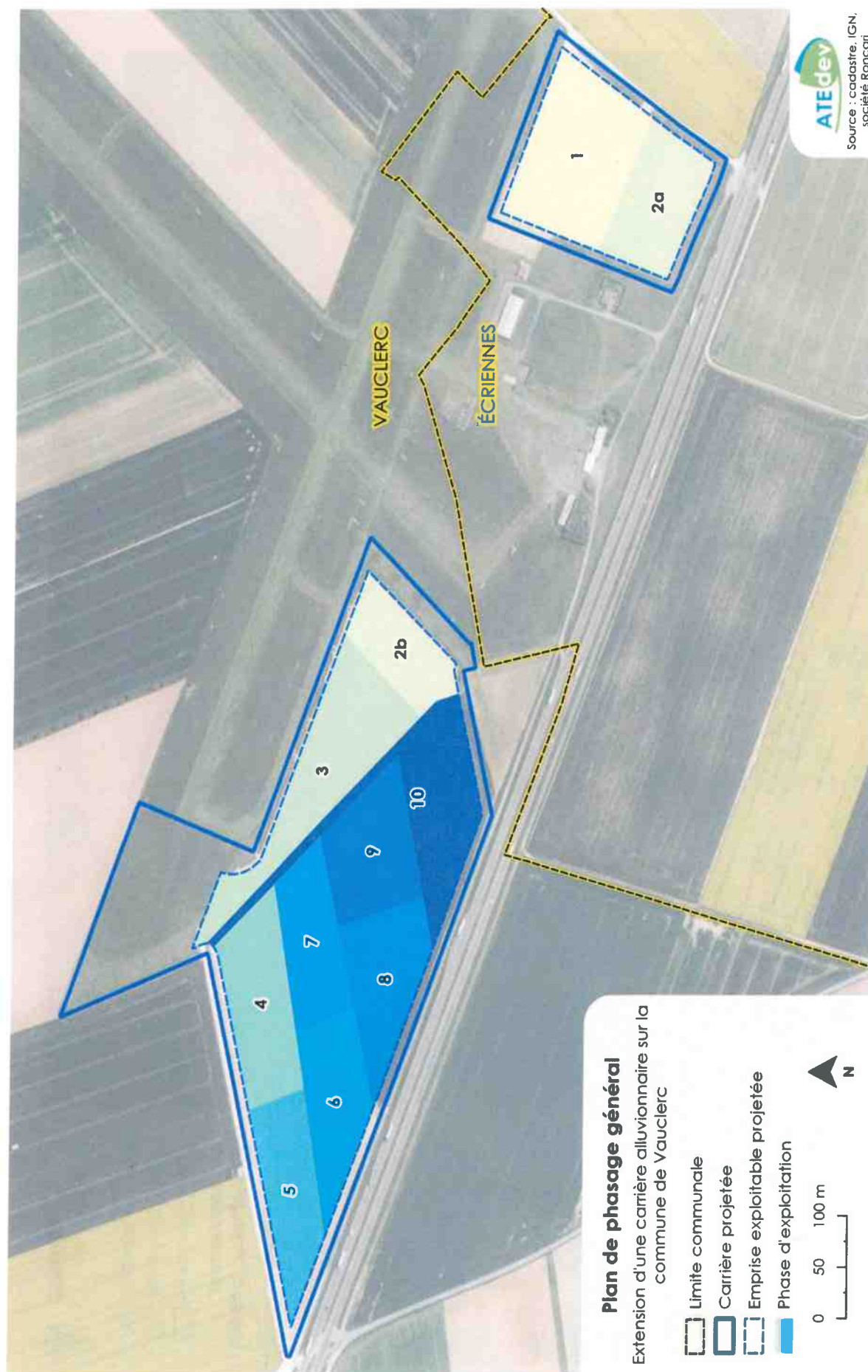
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Raymond YEDDOU



Annexe I : plan cadastral des parcelles autorisées





Annexe III : plan de localisation des piézomètres

